

**Assemblée générale**

Distr. générale

2 juillet 2024

Français

Original : anglais/arabe/espagnol

Soixante-dix-neuvième session

Point 103 de la liste préliminaire*

**Renforcement de la sécurité et de la coopération dans
la région de la Méditerranée****Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la
région de la Méditerranée****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Réponses reçues des gouvernements	2
Espagne	2
Grèce	4
Qatar	6
Serbie	7
Türkiye	7
Ukraine	12
III. Réponse reçue de l'Union européenne	12

* [A/79/50](#).

I. Introduction

1. Dans sa résolution 78/65, l'Assemblée générale a félicité les pays méditerranéens des efforts qu'ils déployaient pour faire face de façon globale et concertée aux défis qui leur étaient communs, dans un esprit de partenariat multilatéral, leur objectif général étant de faire du bassin méditerranéen un espace de dialogue, d'échange et de coopération garantissant la paix, la stabilité et la prospérité.
2. L'Assemblée générale a également engagé les pays méditerranéens à renforcer davantage leur coopération dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris le risque d'utilisation d'armes de destruction massive par des terroristes, qui mettaient gravement en danger la paix, la sécurité et la stabilité de la région, empêchant la situation politique, économique et sociale de s'améliorer, et qui compromettaient les relations amicales entre les États, entravaient le développement de la coopération internationale et aboutissaient à la négation des droits humains et des libertés fondamentales et à la destruction du fondement démocratique des sociétés pluralistes.
3. En outre, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-dix-neuvième session un rapport sur les moyens de renforcer la sécurité et la coopération dans la région de la Méditerranée. Le présent rapport, établi à l'aide d'informations transmises par les États Membres, fait suite à cette demande.
4. À cet égard, des notes verbales ont été adressées le 7 février 2024 à tous les États Membres pour solliciter leurs vues sur la question. À la date du présent rapport, des réponses ont été reçues des Gouvernements espagnol, grec, qatarien, serbe, turc et ukrainien ; elles figurent dans la section II ci-après. La réponse reçue de l'Union européenne est reproduite à la section III. Les avis reçus après le 31 mai 2024 seront publiés sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Réponses reçues des gouvernements

Espagne

[Original : espagnol]
[22 mai 2024]

Pour des raisons historiques et géographiques, la région de la Méditerranée a toujours été une priorité pour l'Espagne à tous les égards.

Dans sa stratégie de sécurité nationale, approuvée en 2021, l'Espagne exprime clairement son ferme attachement au renforcement de la sécurité et de la coopération dans cette zone et affirme que la Méditerranée est une priorité stratégique pour le pays.

La paix, la stabilité et la prospérité de la rive méridionale de la Méditerranée sont des questions prioritaires pour la sécurité nationale et celle de l'Europe tout entière. La position stratégique de l'Espagne dans la région est en train d'évoluer sous l'effet des changements qui s'y opèrent et dont la conséquence principale à ce jour est l'élection démocratique de gouvernements responsables devant leurs citoyens. Toute transition est complexe et présente autant de perspectives que de risques. L'exclusion de groupes sociaux ou le recours à la violence à des fins politiques peuvent créer un climat extrêmement instable et avoir des conséquences très graves pour les pays de la rive sud et la sécurité de toute la région.

En collaboration avec l'Union européenne et la communauté internationale, l'Espagne soutiendra les efforts des pays de la région visant à favoriser le développement social et économique et la stabilité politique. Une Méditerranée stable, démocratique et plus prospère est la meilleure garantie de sécurité pour tous les pays de la région. Pourtant, l'instabilité politique et l'absence de perspectives économiques dont souffre une grande partie de la population de ces pays ont des incidences directes sur la sécurité régionale qui peuvent toucher l'Espagne et l'Europe.

Le Maghreb présente un intérêt particulier pour l'Espagne. En collaboration avec les pays de la région, nous devons relever les défis communs aux deux rives, tels que la promotion de l'état de droit, le développement économique et la cohésion sociale, la consolidation de modèles économiques qui favorisent l'inclusion de tous les citoyens, la stabilisation de l'approvisionnement énergétique, la régulation et le contrôle des flux migratoires, ainsi que la lutte contre le terrorisme et les différentes formes de trafic international, notamment le trafic de drogues.

L'Espagne doit renforcer la sécurité commune dans la région de la Méditerranée, non seulement de façon bilatérale, mais aussi par la promotion et la mise en place de cadres de coopération plus larges, tels que l'Union pour la Méditerranée, la Politique européenne de voisinage et d'autres instances, comme l'Initiative 5+5 Défense ou le Dialogue méditerranéen, organisé sous les auspices de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La région de la Méditerranée est toujours le théâtre de conflits anciens et très complexes qui menacent la sécurité de tous. Des crises comme celles que connaissent la Libye et la Syrie nous rappellent que nous vivons dans un espace fragile et sensible en matière de sécurité, en proie aux attaques de mouvements extrémistes qui viennent de régions plus éloignées et profitent de l'instabilité des États pour occuper les espaces échappant au contrôle des gouvernements.

L'Espagne continuera notamment à travailler dans le cadre de l'Union européenne en vue de régler définitivement le conflit israélo-palestinien selon les modalités convenues. De même, elle contribuera à régler de façon juste et définitive la question de Chypre et collaborera avec la Türkiye, acteur régional important de la sécurité et de la stabilité de la Méditerranée orientale.

La Directive de défense nationale de 2020, qui présente le contexte stratégique relatif aux questions figurant au premier plan des préoccupations internationales, accorde une place particulière à la Méditerranée.

De plus, d'après la Directive sur la politique de défense, la région de la Méditerranée a besoin d'un cadre d'action et de décision permanent. Cette directive se définit par les critères suivants :

- Elle est en stricte conformité avec le droit international ;
- Elle revêt un caractère clairement multilatéral, qui se manifeste par la participation de l'Espagne à différentes initiatives et organisations : le Dialogue méditerranéen engagé par l'OTAN ; l'Union pour la Méditerranée (dans le cadre de l'Union européenne) ; les activités menées avec les États méditerranéens associés pour la coopération de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ; l'Initiative 5+5 Défense, à laquelle l'Espagne participe aux côtés de neuf autres pays situés sur les deux rives de la Méditerranée. Dans toutes ces instances multilatérales, l'Espagne ne cesse de mener une politique active et de faire preuve d'un engagement résolu s'agissant des différents volets de la coopération en Méditerranée ;

- Elle appuie toutes les initiatives en matière de sécurité et de défense qui facilitent le dialogue et encouragent la coopération bilatérale avec les pays de la région de la Méditerranée, notamment par la voie de la diplomatie de défense.

L'Espagne mène ainsi une politique énergique en faisant preuve d'un haut niveau d'engagement, comme en témoigne sa présence en Méditerranée orientale. Au Liban, elle participe aux opérations complexes de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, qui œuvre en faveur de la stabilité générale dans un cadre concret revêtant de multiples dimensions, en axant les efforts sur la région du Proche-Orient, mais aussi sur l'ensemble du monde.

On ne peut toutefois nier que la région de la Méditerranée est très complexe et disparate à maints égards, que ce soit sur le plan social, religieux ou économique et en ce qui concerne les systèmes de valeurs. C'est pourquoi le plus grand défi consiste à trouver et à définir une formule propice à l'intégration et à la coopération.

Le caractère transnational des risques et des menaces pesant sur l'environnement maritime ainsi que la contribution vitale de la mer à la prospérité et à la sécurité des nations ont motivé la création et le développement d'un droit international de la mer fondé sur la répartition des compétences entre les États, qui sert de référence aux initiatives de coopération destinées à mieux tirer profit des possibilités qu'offre la mer.

De tout temps, les pays se sont employés à faire de la mer un espace de liberté, en faisant appel à leurs marines pour garantir la liberté de navigation et de commerce et en établissant progressivement un cadre juridique, d'abord coutumier, puis normatif, consolidé à Genève en 1958 par la Convention sur la haute mer et à Montego Bay en 1982 par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

La sécurité maritime est un enjeu mondial auquel il faut apporter des solutions globales de portée internationale qui puissent être adaptées régionalement dans chaque zone géographique.

Le fait de contribuer au renforcement de la capacité à faire face aux risques à l'échelle régionale dans le bassin méditerranéen, grâce à la promotion des instruments et des résolutions de l'ONU dans le domaine de la sécurité des espaces maritimes, permet également d'améliorer la coopération et la sécurité dans la Méditerranée.

Grèce

[Original : anglais]

[30 mai 2024]

Le respect du droit international et du principe des relations de bon voisinage est d'une importance capitale pour préserver et renforcer la paix et la sécurité dans la région de la Méditerranée. Pilier de la stabilité dans la région, la Grèce a toujours été attachée aux règles du droit international et continue de défendre ardemment le principe de règlement pacifique des différends consacré par la Charte des Nations Unies ; à cette fin, elle accorde une importance particulière à l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et prône la coopération internationale.

En outre, la Grèce a toujours exercé ses droits souverains dans ses zones maritimes dans le respect du droit international de la mer, énoncé dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en s'abstenant de toute activité susceptible d'exacerber les tensions et de mettre en péril la paix et la sécurité régionales. Elle a souligné à plusieurs reprises l'importance de respecter la souveraineté, les droits souverains et la compétence de chaque État sur ses zones maritimes conformément

au droit international, y compris la Convention, et condamne fermement tout acte ou discours d'un État remettant en cause ces principes.

Il est inacceptable de soulever des questions de souveraineté qui ont été réglées de façon claire et définitive par des traités internationaux. Parallèlement, le respect total et la protection des monuments ayant une valeur universelle exceptionnelle et de la langue, de la religion et des droits fondamentaux des minorités sont essentiels au renforcement de la coopération entre les pays de la région.

La Grèce estime que, pour promouvoir la coopération régionale, il est primordial d'agir dans un esprit de coopération et de solidarité face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, comme elle l'a fait en prêtant immédiatement son concours à la Türkiye à la suite des tremblements de terre qui ont frappé le pays en février 2023. Compte tenu des crises qui touchent également la Méditerranée, elle coopère activement avec les pays de la région afin de renforcer la paix, la sécurité et la stabilité.

Dans cette optique, la Grèce a établi, conjointement avec Chypre, des mécanismes régionaux de coopération avec des partenaires du Moyen-Orient, tout en maintenant un excellent niveau de coopération bilatérale avec les États voisins et les États méditerranéens afin de créer des synergies dynamiques dans divers secteurs, tels que l'énergie, l'investissement, les technologies, la sécurité et la protection de l'environnement, de manière à contribuer à la stabilité et à la prospérité des pays et des peuples de l'ensemble de la région. Ce réseau dynamique est constitué de l'Égypte, des Émirats arabes unis, d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de l'État de Palestine. Par ailleurs, la Grèce, Chypre et Israël collaborent étroitement avec les États-Unis d'Amérique dans le cadre du mécanisme 3+1 afin de promouvoir la coopération régionale et de développer des synergies pour améliorer la sécurité énergétique dans la région. Un accent particulier est mis sur le renforcement de la coopération régionale en matière d'énergie et sur la mise en place d'un cadre propice à la connectivité énergétique entre la Méditerranée orientale et l'Europe. Ces programmes ont pris beaucoup d'ampleur, au point que d'autres partenaires européens ont exprimé le souhait de s'y associer.

Face aux grandes mutations et aux turbulences que connaît la Méditerranée orientale, les mécanismes trilatéraux et multilatéraux de coopération que la Grèce a établis avec des partenaires de premier plan créent les conditions nécessaires pour rendre la région plus stable, plus intégrée et plus prospère. À cet égard, la Grèce continuera d'améliorer, d'élargir et de consolider ce dispositif de coopération régionale pour promouvoir des intérêts communs et renforcer les liens et la résilience en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient.

La situation qui règne au Moyen-Orient à la suite des attaques terroristes perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le déclenchement de la guerre à Gaza et la crise humanitaire qui en a découlé continuent de faire payer un lourd tribut aux civils innocents. Ainsi, consciente du rôle qu'elle sera appelée à jouer en tant que membre élu du Conseil de sécurité pour la période 2025-2026, la Grèce estime qu'il est indispensable d'adopter une stratégie globale en vue de l'atténuation de la souffrance des populations, qui doit notamment passer par l'instauration d'un cessez-le-feu durable, la libération des otages, l'engagement de la communauté internationale en faveur d'un plan de paix irréversible et la reconstruction des territoires palestiniens.

Il convient aussi de s'attaquer aux conséquences de la crise humanitaire catastrophique si l'on veut créer les conditions propices à la désescalade et favoriser les perspectives d'une paix durable fondée sur la solution des deux États, qui

permettra aux Palestiniens et aux Israéliens de vivre côte à côte sur un pied d'égalité, dans la sécurité, la dignité et la paix.

La Grèce est fermement convaincue que la consolidation de la paix et de la sécurité dans la région de la Méditerranée orientale dépend également du règlement concerté, équitable et viable de la « question chypriote », dans le cadre fixé par les résolutions du Conseil de sécurité. Le règlement de cette question pourrait en outre grandement contribuer à la stabilité politique et au développement économique de toute la région.

Néanmoins, la stabilité régionale continue d'être compromise par le renforcement des capacités militaires turques dans les zones occupées de Chypre, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour l'ensemble de la région.

La Grèce soutient pleinement l'action menée par le Secrétaire général en vue de la reprise des négociations visant à parvenir au règlement de la question chypriote et, par conséquent, appuie sans réserve la mission de la nouvelle Envoyée personnelle du Secrétaire général pour Chypre, María Angela Holguín Cuéllar. Aussi œuvre-t-elle sans discontinuer au renforcement de la coopération entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

Qatar

[Original : arabe]
[9 avril 2024]

L'État du Qatar participe à l'action menée pour éliminer les causes de tension dans la région et régler les problèmes actuels de manière juste et durable, par des moyens pacifiques. Il souligne que les forces d'occupation doivent se retirer et que la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays ainsi que le droit des peuples à l'autodétermination doivent être respectés. Les principes de la non-ingérence sous toutes ses formes, du non-recours à la force ou à la menace d'emploi de la force et de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force doivent être intégralement respectés, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions des organes de l'ONU. La question palestinienne revêt un caractère particulièrement urgent et doit être réglée de manière équitable. Le Qatar demande une fois de plus à la communauté internationale de coopérer de toute urgence en vue de l'instauration d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et de la levée de toutes les restrictions qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire. Les déplacements forcés doivent cesser, et les civils doivent être protégés conformément au droit international et au droit international humanitaire.

Les pays méditerranéens doivent prendre des mesures globales et coordonnées, fondées sur des partenariats multipartites, pour atteindre l'objectif général consistant à instaurer une zone de dialogue, d'échange et de coopération, de manière à garantir la paix, la stabilité et la prospérité. À cet égard, les États de la région doivent notamment établir un dialogue fonctionnel, constructif, multilatéral et permanent.

Il convient également d'œuvrer pour éliminer les écarts de développement économique et social et garantir le respect et l'entente entre les cultures de la région.

Les États méditerranéens devraient adhérer à tous les instruments juridiques relatifs au désarmement et à la non-prolifération, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes biologiques, la Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ce faisant, ils contribueraient à la mise en place des conditions nécessaires au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la promotion de la coopération dans la région.

La communauté internationale doit encourager les États méditerranéens à poursuivre et à resserrer leur coopération pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris le risque d'utilisation d'armes de destruction massive par des terroristes, dans la droite ligne des résolutions pertinentes des organes de l'ONU. Les États de la région doivent également œuvrer de concert pour lutter contre la criminalité internationale, les transferts illicites d'armes et la production, la consommation et le commerce illicites de stupéfiants.

La communauté internationale doit engager les États de la région à garantir les conditions nécessaires au renforcement des mesures de confiance mutuelle en traitant dans un esprit de franchise et de transparence toutes les questions relatives à la sécurité régionale, qui est intimement liée à la sécurité mondiale.

Il importe enfin de redoubler d'efforts pour créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'instauration d'une telle zone est une mesure essentielle pour favoriser la paix et la sécurité et contribuer à renforcer la sécurité et la coopération dans la région de la Méditerranée.

Serbie

[Original : anglais]
[30 mai 2024]

L'une des priorités de la sécurité internationale est la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Située au carrefour de l'Europe occidentale, de l'Europe du Sud-Est et de la Méditerranée, la Serbie occupe une position géopolitique importante à bien des égards, notamment en ce qui concerne le contrôle du commerce des armes, du matériel militaire et des biens à double usage. Dans ce domaine, il est indispensable d'adopter un système de contrôle des exportations efficace et multidimensionnel, fondé sur la législation interne et conforme aux normes et règles internationales, de mettre en place des listes de contrôle qui soient harmonisées avec les listes du régime international de contrôle des exportations, de coopérer aux niveaux national et international, en associant le secteur industriel et toutes les parties prenantes, et d'établir un système de sanctions.

Il convient d'améliorer et d'intensifier la coopération et la communication d'informations entre les pays méditerranéens dans le domaine du contrôle des exportations, notamment l'échange de documents relatifs à l'utilisation finale et aux utilisateurs finaux, la mise en commun de données d'expérience et de pratiques nationales ayant trait au contrôle de l'utilisation finale et des utilisateurs finaux et à la lutte contre le détournement, la transmission des coordonnées des points de contact nationaux chargés d'aider à l'authentification et à la vérification des documents relatifs à l'utilisation finale et aux utilisateurs finaux et, enfin, la coopération après livraison.

Türkiye

[Original : anglais]
[30 mai 2024]

Dans sa résolution [78/65](#), l'Assemblée générale a encouragé tous les pays de la Méditerranée à travailler ensemble dans un esprit de partenariat multilatéral afin de surmonter les difficultés que connaissait la région et de parvenir à l'objectif général consistant à faire du bassin méditerranéen un espace de dialogue, d'échange et de coopération garantissant la paix, la stabilité et la prospérité. La Türkiye, qui compte l'un des littoraux les plus longs de la mer Méditerranée et qui figure parmi les

coauteurs de la résolution 78/65, souhaite que la Méditerranée orientale devienne une région de coopération et a toujours été favorable au dialogue.

La Türkiye sait que, pour atteindre cet objectif, il importe que les États de la région coopèrent sur la base de l'égalité des droits. Aujourd'hui, la mer Méditerranée est une région de conflit éventuel plutôt que de coopération, en raison des rivalités géopolitiques et géoéconomiques qui persistent entre les différents acteurs. Les agissements unilatéraux de certains pays aggravent malheureusement la situation.

Coopération internationale

La Türkiye attache une importance particulière aux activités de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, lesquelles concourent à la stabilité. Compte tenu de la menace que représente la prolifération des armes de destruction massive, y compris leur acquisition par des terroristes, ces mesures sont des catalyseurs essentiels de la paix et de la sécurité non seulement régionales, mais aussi mondiales. La Türkiye souhaite voir tous les pays partager unanimement les objectifs de désarmement et de non-prolifération et œuvrer collectivement à un environnement plus sûr et plus stable dans la région de la Méditerranée. Dans cet esprit, elle est partie aux principaux traités et régimes internationaux de désarmement et de non-prolifération et appuie la création de zones exemptes d'armes nucléaires, notamment une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Située à la croisée de grandes routes commerciales, la Türkiye accorde une attention particulière à la prévention des transferts d'armes illicites. Elle est également partie à tous les régimes de contrôle des exportations d'armes classiques et d'équipements et de technologies à double usage, à savoir l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage, le Régime de contrôle de la technologie des missiles, le Comité Zangger, le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Groupe de l'Australie.

En tant qu'État participant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et pays de la région de la Méditerranée orientale, la Türkiye accorde une grande importance au groupe des États méditerranéens associés pour la coopération de l'OSCE. Elle maintient les questions liées à la Méditerranée en tête de liste des priorités de l'Organisation et appuie le renforcement du dialogue avec ses partenaires méditerranéens dans les instances pertinentes de l'OSCE.

En tant qu'État côtier, la Türkiye a à cœur d'appuyer les efforts visant à faire de la Méditerranée une zone de paix, de démocratie et de prospérité ainsi qu'à renforcer la coopération dans la région, et a une responsabilité à assumer à cet égard. En plus d'être candidate à l'Union européenne, elle est membre de l'Union pour la Méditerranée et de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, qui rapprochent les pays de la région, et contribue aux travaux de ces deux institutions.

Les vues de la Türkiye concernant les questions régionales d'actualité sont présentées ci-après.

Moyen-Orient

La Türkiye est gravement préoccupée par la situation catastrophique qui règne à Gaza et dans le reste du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, depuis le 7 octobre 2023, et elle condamne les attaques aveugles et brutales menées par Israël contre Gaza, qui ont causé la mort de plus de 35 000 civils palestiniens et entraîné la destruction de l'ensemble des infrastructures de Gaza, notamment les

écoles, les hôpitaux et les lieux de culte. L'agression israélienne à Gaza met en péril la paix et la stabilité régionales.

La Türkiye appelle à un cessez-le-feu immédiat et permanent et demande qu'une aide humanitaire durable et suffisante soit fournie sans entrave et distribuée en toute sécurité.

Les politiques unilatérales qui modifient le caractère et le statut du Territoire palestinien occupé continuent de faire obstacle à la solution des deux États. Les violations du caractère sacré et du statu quo historique concernant les lieux saints aggravent la situation déjà précaire dans le Territoire palestinien occupé.

La Türkiye estime qu'une paix durable n'est possible que si l'on parvient à un règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien, conformément aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU et au droit international et sur la base de la solution des deux États.

Afrique du Nord

La stabilité globale en Afrique du Nord est précaire en raison des tensions politiques qui perdurent depuis 2011 et des difficultés économiques et sociales. En particulier, la guerre entre la Russie et l'Ukraine accentue la fragilité de la sécurité alimentaire.

Face à cette situation préoccupante, la communauté internationale se doit d'agir en étroite coordination pour consolider la stabilité et la prospérité dans le bassin méditerranéen.

Toute nouvelle détérioration de la stabilité au Sahel pourrait avoir des retombées négatives dans la région dans bon nombre de domaines, notamment le terrorisme, la migration irrégulière et la sécurité alimentaire et énergétique. Dans cette optique, la Türkiye entend contribuer à la stabilité et à la prospérité de la région et appuie l'action internationale menée sur ce plan.

Les initiatives menées concernant la Libye témoignent de cet engagement. Les mesures prises à ce jour par la Türkiye ont permis de maintenir le calme sur le terrain, d'ouvrir la voie à une solution politique durable et de mettre le pays sur la voie des élections.

Un gouvernement élu fort, unifié, inclusif et représentatif est essentiel face aux multiples problèmes que connaît la Libye. Pour ce faire, les parties prenantes libyennes doivent engager un dialogue constructif afin de dissiper toute méfiance mutuelle et de faire émerger un consensus jusqu'à la tenue d'élections présidentielles et parlementaires libres, régulières et crédibles.

À cet égard, la Türkiye encourage les parties libyennes à entretenir un dialogue politique permanent et concourt au processus politique dirigé et contrôlé par les Libyens ainsi qu'aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans cette optique.

En parallèle, il est tout aussi important d'aider la Libye à renforcer ses capacités et à établir un dispositif de sécurité à part entière.

Question de Chypre

L'apparition de la question de Chypre dans les instances internationales remonte à 1963, lorsque les Chypriotes grecs ont expulsé de force les Chypriotes turcs des organes et institutions publics bicommunautaires et de leurs foyers, en violation des traités de 1960 et de toutes les normes relatives aux droits humains. En d'autres termes, la République de Chypre, qui avait été créée en 1960, a cessé d'exister en

1963 et, depuis, il n'existe pas d'autorité unique pour représenter l'ensemble de l'île. Aujourd'hui, le fait est qu'il existe deux États et deux peuples sur l'île.

Dans ce contexte, la Türkiye estime qu'un règlement juste, durable, viable et mutuellement acceptable de la question de Chypre, fondé sur les réalités de l'île, contribuerait à renforcer la stabilité et la sécurité dans la région de la Méditerranée. Elle estime en ce sens que seul un règlement négocié, fondé sur le dialogue et la diplomatie, peut être viable.

La Türkiye est fermement convaincue que le refus persistant de reconnaître les droits et aspirations légitimes des Chypriotes turcs perpétuera l'instabilité et les tensions dans la région de la Méditerranée. Elle souligne qu'il faut de toute urgence réaffirmer l'égalité souveraine et l'égalité de statut international qui sont fondamentalement dues au peuple chypriote turc.

Ressources en hydrocarbures

La découverte de ressources en hydrocarbures a aggravé la situation en Méditerranée. La Türkiye estime toutefois que ces ressources peuvent également inciter à la coopération entre des États riverains.

La politique de la Türkiye à l'égard des questions relatives à la Méditerranée orientale comporte deux dimensions.

La première est liée à la délimitation des frontières maritimes en Méditerranée orientale. Selon le droit international, les États côtiers doivent entamer des négociations afin de parvenir à un accord sur les frontières maritimes. Un tel accord doit être fondé sur le principe de l'égalité et de l'équité de traitement de chaque partie.

Dans cette optique, la Türkiye a toujours été disposée à entamer des négociations pour la délimitation de zones de juridiction maritime fondées sur le droit international et le principe d'équité entre tous les États côtiers de la Méditerranée orientale avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques.

La seconde dimension de la politique de la Türkiye en Méditerranée orientale a trait à la protection des droits des Chypriotes turcs pour ce qui est des ressources en mer.

En tant que copropriétaires de l'île, les Chypriotes turcs ont des droits égaux à ceux des Chypriotes grecs concernant les ressources marines. Il s'agit également d'un principe établi, convenu dans le cadre de processus de l'ONU qui durent depuis des décennies. Il est de la plus haute importance de parvenir à un accord qui pourrait établir un mécanisme de partage équitable des revenus entre les deux peuples au sujet des ressources en hydrocarbures autour de l'île de Chypre.

La Türkiye se déclare de nouveau prête à apporter tout son appui pour garantir une solution juste, équitable et pacifique à toutes les questions en suspens, dont la délimitation équitable des zones de juridiction maritime avec tous les États côtiers concernés, conformément au droit international, afin de concourir davantage à la stabilité et à la prospérité de l'ensemble du bassin méditerranéen. Elle estime que l'édification de la paix et de la stabilité en Méditerranée ne sera possible que par la voie du dialogue et de la coopération.

À cette fin, le Président Recep Tayyip Erdoğan avait préconisé la tenue d'une conférence régionale sur la Méditerranée orientale en 2020 et renouvelé cette proposition en 2022. Elle pourrait être l'occasion de créer un mécanisme de coopération inclusif avec la participation de tous les États riverains. La Türkiye attend de l'Union européenne et de toutes les parties de la Méditerranée orientale qu'elles

appuient cette proposition constructive et innovante. À ce jour, aucune mesure concrète n'a été prise par l'Union européenne.

Outre la proposition du Président Erdoğan d'organiser une conférence régionale, les propositions faites par les Chypriotes turcs aux Chypriotes grecs (en 2011, 2012, 2019 et 2022) pourraient déboucher sur une solution durable dans la région. Ces propositions reposent sur la mise en place d'un mécanisme équitable de partage des revenus, comparable à celui prévu dans l'accord israélo-libanais du 27 octobre 2022, qui se fonde sur un modèle d'exploitation commun faisant intervenir différentes sociétés d'hydrocarbures, sans préjudice des positions politiques et juridiques des parties.

Crise humanitaire

La crise humanitaire en Syrie, en particulier dans le nord-ouest du pays, n'a que trop duré et les besoins humanitaires ont atteint des niveaux inégalés depuis le début du conflit. Le nord-ouest de la Syrie compte 5,1 millions d'habitants, dont 3,4 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Türkiye le 6 février 2023 ont également touché le nord-ouest de la Syrie, aggravant une situation humanitaire déjà désastreuse. Une solution durable et la stabilité ne seront possibles que par la voie d'un processus politique conduit et pris en main par les Syriens, conformément à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

À cet égard, il est capital de répondre aux besoins des populations de manière ininterrompue et durable, pour la sécurité de la région de la Méditerranée. Le mandat applicable qui avait été défini par le Conseil de sécurité n'ayant pas été renouvelé, la Türkiye continue de soutenir les opérations d'aide humanitaire transfrontalières menées par l'ONU en vertu de l'accord conclu entre celle-ci et le régime syrien. L'action qu'elle mène à ce titre contribue également à éviter de nouveaux déplacements à destination des pays du bassin méditerranéen.

La Türkiye, qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde depuis 2014, continue d'épauler 4 millions de personnes qui sont sous sa protection. Elle respecte scrupuleusement le principe de non-refoulement.

La Türkiye continue de s'employer à instaurer des conditions propices aux retours volontaires et attend de la communauté internationale qu'elle redouble d'efforts pour créer de telles conditions et mettre en place des solutions durables pour les personnes réfugiées.

Par ailleurs, la multiplication des conflits et les préoccupations économiques ont entraîné une forte augmentation des flux migratoires. Malheureusement, les renvois sommaires et les comportements cruels à l'égard des migrants en situation irrégulière poussent ces personnes à emprunter des voies plus dangereuses pour atteindre les pays de destination visés. Il en découle une augmentation des pertes en vies humaines, notamment en mer. La communauté internationale doit exhorter tous les pays à adopter une approche plus digne à l'égard des migrants en situation irrégulière et à respecter les droits humains fondamentaux.

Ukraine

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

La politique menée par la Fédération de Russie est la principale cause de la militarisation et de l'aggravation de la confrontation géopolitique dans la région de la Méditerranée.

Les mesures agressives que la Fédération de Russie commet dans la région sont dictées avant tout par son ambition de recouvrer son statut de superpuissance militaire et sa volonté de s'opposer aux forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

III. Réponse reçue de l'Union européenne

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Le renforcement de la sécurité et de la coopération régionale et interrégionale dans le bassin méditerranéen et, plus généralement, au Moyen-Orient reste en tête des objectifs du programme européen. Un voisinage méridional démocratique, plus stable, plus respectueux de l'environnement et plus prospère est une priorité stratégique de l'Union européenne. Comme suite à l'adoption, le 9 février 2021, du nouveau programme pour la Méditerranée, dans le cadre duquel il est notamment proposé de renforcer les liens de partenariat entre l'Union européenne et les pays de la région en ce qui concerne les questions de sécurité, l'Union a progressé dans la mise en œuvre de tous les domaines prioritaires.

L'Union européenne souligne qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour trouver une solution politique à la crise qui fait rage à Gaza. Elle continue d'appeler à une pause humanitaire immédiate devant mener à un cessez-le-feu durable, à la libération inconditionnelle de tous les otages et à la fourniture d'une aide humanitaire. Elle insiste également sur la nécessité de mettre en œuvre la solution des deux États dans le respect de toutes les résolutions pertinentes des organes de l'ONU et sur la base des paramètres convenus au niveau international, car c'est là le seul moyen d'aller de l'avant. À cette fin, elle collabore avec ses partenaires régionaux et arabes en vue de l'organisation d'une conférence de paix préparatoire. Elle continue d'appeler toutes les parties à respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits humains. À cet égard, elle engage toutes les parties à respecter et à appliquer les décisions de la Cour internationale de Justice. Elle affirme avec force son appui indéfectible à l'Autorité palestinienne, seul représentant légitime du peuple palestinien, et à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit des services essentiels à Gaza et dans toute la région.

Au cours de l'année qui s'est écoulée, l'Union européenne a déployé des efforts considérables pour améliorer la coopération régionale en Méditerranée et continué d'apporter son appui et son concours à l'Union pour la Méditerranée, à la Ligue des États arabes, à la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures et à l'Organisation de la coopération islamique ; ce travail est aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

Le forum régional de 2023 de l'Union pour la Méditerranée, qui s'est tenu le 27 novembre à Barcelone, a été recentré sur la situation critique qui règne en Israël et à Gaza, en Palestine, sur les conséquences qui en découlent dans toute la région et sur la marche à suivre. La réunion ministérielle sur le voisinage sud de l'Union européenne a été reportée à une date ultérieure.

L'Union pour la Méditerranée a continué de concourir à la promotion d'une région plus pacifique, sûre, verte, prospère et inclusive et, à cet égard, s'est employée à créer, par le dialogue et la coopération, un environnement politique susceptible d'atténuer les tensions entre ses membres, en s'attaquant aux nombreuses causes profondes des conflits et en œuvrant en faveur d'une prospérité partagée. Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, conjointement avec d'autres partenaires arabes, ont poursuivi leurs efforts dans le cadre de la Journée d'initiative pour la paix, dont le but est de relancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Le partenariat de l'Union européenne avec le Conseil de coopération du Golfe et ses membres bénéficie d'une dynamique positive, comme suite à l'adoption en mai 2022 d'une communication conjointe sur un partenariat avec le Golfe et à la publication, le 20 juin 2022, des conclusions du Conseil de l'Union européenne, qui renferment des propositions concrètes et détaillées pour une coopération renforcée sur les questions et les problèmes mondiaux (transition verte, énergie, climat et commerce) ainsi que sur la stabilité de la région, la sécurité mondiale, le développement et les échanges entre les peuples.

En juin 2023, dans le cadre de sa nouvelle stratégie relative au Golfe, l'Union européenne a désigné son représentant spécial pour la région du Golfe, dont la mission est de collaborer avec les interlocuteurs de la région sur les questions de sécurité et de coopération sectorielle.

À sa vingt-septième session, qui s'est tenue à Mascate, le Conseil conjoint de l'Union européenne et du Conseil de coopération du Golfe a convenu d'organiser en janvier 2024, à Riyad, un dialogue sur la sécurité entre l'Union et le Conseil, manifestation unique en son genre, et de prendre d'autres engagements concernant, notamment, les moyens de renforcer la coopération et la coordination dans différents domaines : sécurité maritime, lutte contre les cybermenaces et les menaces hybrides, préparation aux catastrophes et intervention en cas de catastrophe, non-prolifération et lutte contre le terrorisme. La deuxième édition de ce dialogue pourrait avoir lieu au second semestre de 2024. De même, un forum de haut niveau sur la sécurité et la coopération régionales, dirigé notamment par le Représentant spécial de l'Union européenne pour la région du Golfe, Luigi Di Maio, sera organisé pour favoriser les échanges de vues sur la sécurité maritime, la guerre à Gaza et la sécurité en Iran et dans le Golfe.

Pour mettre en œuvre le programme pour la Méditerranée, l'Union européenne met à profit toute sa panoplie d'outils. Des programmes indicatifs pluriannuels ont été mis en place pour la plupart des partenaires du Sud, de même qu'un programme indicatif pluriannuel pour la région et un programme indicatif pluriannuel relatif à un dispositif de migration multipays, et des mesures relatives au plan économique et d'investissement sont en cours d'élaboration. Dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale mis en place par l'Union européenne, il est prévu de consacrer un montant maximal de 7 milliards d'euros pour la période 2021-2027 aux fins de la mise en œuvre du plan économique et d'investissement (annexé au programme pour la Méditerranée), ce qui pourrait permettre de mobiliser jusqu'à 30 milliards d'euros d'investissements publics et privés dans la région. Par sa stratégie « Global Gateway » et son plan économique et d'investissement, l'Union européenne intensifie l'appui qu'elle apporte à ses partenaires pour répondre à leurs besoins en infrastructures et exécute à cet égard des initiatives de premier plan (comme les projets MEDUSA et ELMED).

Le Service européen pour l'action extérieure a mené des dialogues politiques et sectoriels et dirigé des sous-comités avec les pays partenaires sur des questions

d'intérêt commun, telles que la gouvernance, l'état de droit, la croissance inclusive, les changements climatiques et l'énergie, en tenant compte de l'évolution récente de la situation politique de chaque pays. Il a été convenu de relancer le dialogue de haut niveau sur la sécurité avec l'Algérie. Par ailleurs, le 8 mai 2023, un dialogue sur la sécurité a eu lieu avec le Maroc à Rabat.

Les efforts conjoints visant à prévenir et régler les conflits et à promouvoir la coopération en matière de sécurité sont des priorités absolues. L'Union européenne est l'un des principaux fournisseurs d'assistance humanitaire et d'aide au développement dans la région de la Méditerranée et peut déployer un large éventail d'instruments en tenant compte du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Elle déploie des missions et des opérations militaires et civiles dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune, mène des initiatives de médiation et de stabilisation et applique des mesures restrictives. L'opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée a vu son mandat proroger jusqu'au 31 mars 2025 et est restée la seule à mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à la Libye, conformément aux résolutions [1970 \(2011\)](#) et [2292 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité. En avril 2023, le Conseil de l'Union européenne a prorogé jusqu'au 30 juin 2025 le mandat de la mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye, le but étant de renforcer la capacité des autorités et entités libyennes à gérer les frontières du pays, à lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de personnes migrantes, ainsi qu'à lutter contre le terrorisme. La Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens a pour mandat de contribuer à la mise en place de dispositifs de police et de justice pénale efficaces et durables devant être pris en main par les Palestiniens, ainsi qu'à la réforme du secteur de la sécurité et de la justice. La mission d'assistance de l'Union européenne au point de passage de Rafah apporte son concours à l'Administration générale des frontières et des points de passage de l'Autorité palestinienne. Les mandats respectifs de la Mission de police pour les territoires palestiniens et de la mission d'assistance au point de passage de Rafah ont été prorogés jusqu'en juin 2024.

L'Union européenne continue de préconiser une solution politique au conflit en Syrie, dans le droit fil de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, et de soutenir l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie. Elle a organisé les sixième et septième éditions de la Conférence de Bruxelles, respectivement le 10 mai 2022 et 15 juin 2023, et continue d'envoyer chaque année un signal fort témoignant de son engagement continu envers le peuple syrien et les communautés d'accueil de réfugiés. Elle continue d'imposer des sanctions aux membres de haut rang et aux principales entités du régime syrien. Au chapitre de la sécurité, elle s'attelle à la mise en place d'un ensemble de mesures visant à alléger la charge pesant sur les camps du nord-est de la République arabe syrienne, où sont détenues des personnes soupçonnées d'être affiliées à Daech et leurs familles, en finançant des centres de réadaptation et en appuyant des initiatives de réintégration des ressortissants syriens et irakiens. Elle participe à la recherche d'une solution durable pour les réfugiés syriens, qui ne pourra être autre que celle d'un retour volontaire dans leur lieu d'origine, en toute sécurité et dans la dignité, dès lors que la situation sur le terrain le permettra, selon les conditions définies par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. En outre, en avril 2023, elle a adopté des sanctions supplémentaires contre des personnes et des organisations associées au régime syrien prenant part à la production et au trafic de stupéfiants, notamment le Captagon.

L'Union européenne a continué d'apporter son concours au processus politique mené sous les auspices de l'ONU en Libye, appelant au renouvellement de la légitimité des institutions par la tenue d'élections nationales ainsi qu'à l'application de l'accord de cessez-le-feu (retrait des forces étrangères, des combattants, des

mercenaires et des groupes armés). Eu égard à la récente démission du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, elle demeure attachée à une solution politique durable et pérenne, fondée sur une médiation menée par l'Organisation des Nations Unies.

L'Union européenne a continué d'appuyer les travaux menés par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable au conflit qui sévit au Sahara occidental, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Une partie de l'appui apporté par l'Union européenne en matière de sécurité visait à remédier aux risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires dans la région. Le partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne permet de financer des projets destinés à faciliter l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans la région. Les centres d'excellence de l'Union européenne dans les domaines chimique, biologique, radiologique et nucléaire qui sont établis dans la région de la Méditerranée, notamment en Algérie et au Maroc, contribuent à ce travail.

L'Union européenne a continué de coopérer avec ses partenaires du Sud pour lutter contre le terrorisme et prévenir la radicalisation menant à l'extrémisme violent, en appuyant le renforcement des capacités institutionnelles et l'élaboration des lois pertinentes. Les travaux des experts en lutte contre le terrorisme et en sécurité se poursuivent dans les délégations de l'Union européenne, et des dialogues sur la lutte antiterroriste ont été organisés avec les pays partenaires.

La gestion des migrations demeure une priorité de l'Union européenne et de ses États membres. Des travaux sont en cours concernant la dimension extérieure du pacte sur l'immigration et l'asile, qui constitue le cadre général de l'Union en matière de migrations. Dans ce contexte, l'Union européenne a renforcé encore sa coopération avec ses partenaires dans la région en vue de la mise en place de partenariats globaux, équilibrés et mutuellement avantageux. Ces partenariats sont axés sur les priorités suivantes : aider les pays d'accueil de la région à protéger des millions de personnes réfugiées et déplacées, renforcer les capacités des partenaires en matière de gestion des frontières et de lutte contre la contrebande, financer des programmes d'aide au retour volontaire dans les pays d'origine, établir des voies légales et des initiatives de renforcement des compétences, et s'attaquer aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés.